



UNION EUROPÉENNE



PRÉFET DE LA RÉGION  
PROVENCE-ALPES  
CÔTE D'AZUR

**RÉGION  
PROVENCE  
ALPES  
CÔTE D'AZUR**



## FICHE OPÉRATION CRP INTERFONDS FEDER – FSE

Fonds :	Fonds social européen
N° opération :	PA0025079
Bénéficiaire :	42029405000042 URBAN PROD
Action en cours :	En attente comité décisionnel
État opération :	Présenté en comité décisionnel
Version de l'opération :	1

### IDENTIFICATION DES BENEFICIAIRES

Chef de file / Bénéficiaire Ultime / Personne Morale	
N° SIRET :	42029405000042
Raison sociale :	URBAN PROD
Adresse :	13001 Marseille



## RATTACHEMENT AU PROGRAMME

Codification principale	
Fonds :	Fonds social européen
Programme :	Programme Opérationnel FEDER-FSE Provence Alpes Côte d'Azur 2014-2020
Codification :	AP05 - Axe prioritaire : Investir dans les compétences, l'éducation, la formation, tout au long de la vie / OT10 - Objectif thématique : Investir dans l'éducation, la formation et la formation professionnelle pour l'acquisition de compétences et l'apprentissage tout au long de la vie / PI10iii - Priorité d'investissement : Une meilleure égalité d'accès à l'apprentissage tout au long de la vie pour toutes les catégories d'âges dans un cadre formel, non formel ou informel, la mise à niveau des savoirs, des aptitudes et des compétences de la main- d'oeuvre et la promotion de parcours d'apprentissage souples passant notamment par une orientation professionnelle et la validation des compétences acquises / AP05-OT10-PI10iii-OS5c - Objectif spécifique : Augmenter l'accès des jeunes ayant le moins d'opportunité et des publics sous-main de justice dans les actions d'accompagnement, d'orientation et de formation

## DESCRIPTION

Intitulé de l'opération	Cultures numériques de base pour les publics placés sous main de justice
Appartenance à un groupe d'opération :	Non

Localisation de l'opération	
Description :	Le projet a vocation à couvrir l'ensemble du territoire de la Région Sud dans une logique suivant la répartition des établissements accueillants des jeunes placés sous protection judiciaire avec privation de liberté. Il est à noter une forte concentration d'établissements dans les Bouches du Rhône. Les établissements de la Protection Judiciaire de la Jeunesse (PJJ) sont répartis en Région Sud-Est à travers 5 grandes zones et administrés par des Directions Territoriales :- Bouches du Rhône (13)- Alpes Maritime (06)- Var (83)- Alpes Vaucluse (84/04/05)- Corse (2A/2B) La Corse comptant peu d'établissements, nous concentrerons nos actions sur les 4 autres territoires. Ces 10 dernières années, nous avons mis en place des partenariats structurels avec :- Quartier pour mineurs des Baumettes (13)- CEF de Nouvel Horizon (13), de Brignoles (83), Montfavet (84)- Etablissement PM de la Valentine (13)- QM de Grasse (06)- UEAJ d'Avignon (84)
Zone(s) :	
Type	Libellé
Région INSEE	Provence-Alpes-Côte d'Azur

Appel à projet	
Date limite de remise de dossier	
Référence de l'appel à projet	N° :AP-2019-FSE-OS5c Augmenter l'accès des jeunes ayant le m./.

Liste des comités				
Libellé	Type	Nature	Date	Avis
CRP Interfonds en consultation écrite du 17	Décisionnel	Dématérialisé	17/07/2020	



juillet 2020

### Description de l'opération

L'accès à l'information est aujourd'hui fondamental. Le monde carcéral ou les centres éducatifs fermés, avec toutes leurs spécificités, dont la première étant la privation de liberté, doivent avoir l'ambition d'éduquer et d'informer les publics sous-main de justice aux usages numériques pour leur permettre de garder ou retrouver du pouvoir d'agir à l'ère numérique.

L'association Urban Prod oeuvre en faveur des Humanités Numériques :

Depuis ses débuts, l'association Urban Prod oeuvre à valoriser la dimension culturelle des pratiques numériques, comme outils d'accès à la culture et à l'éducation non formelle, outils d'expression, outils de mutualisation et d'échange.

Elle favorise une plus grande participation aux espaces de la vie de la cité, que sont la culture et les nouveaux médias, à des publics, qui en sont exclus, en les faisant devenir producteurs de leur propres contenus numériques.

Il s'agit également de promouvoir et d'accompagner les pratiques numériques artistiques, socio-éducatives de ces publics pour faciliter leur implication citoyenne et leur autonomie.

C'est avec cette intention qu'Urban Prod se réclame du champ des Humanités numériques ; les Humanités numériques sont un domaine de recherche, d'enseignement et d'ingénierie, à la croisée des arts, de l'informatique et des sciences humaines.

Elle est convaincue que les humanités numériques favorisent la capacitation, c'est à dire le processus de (ré-)apprentissage permettant d'accéder à un pouvoir de décision sur soi (sur son parcours professionnel) et sur son environnement.

Outre ses activités auprès des jeunes en situation fragile, au profit des nombreux centres sociaux, associations d'éducation populaires, l'association intervient depuis plusieurs années, en milieu pénitentiaire. Depuis 2009, elle intervient auprès de jeunes placés sous la protection judiciaire de la jeunesse, dans différents établissements de la région Sud.

Elle intervient en ce sens à l'échelle régionale puisque présente sur différents territoires par :

- son action de mise en place des canaux Vidéo Internes à la Maison d'arrêt de Luynes et aux centres de détention de Luynes, Salon de Provence et de Tarascon.
- son action en direction des mineurs aux Quartiers Mineur(e)s de Grasse et des Baumettes, ainsi qu'aux Centres Éducatifs Fermés de Montfavet et Nouvel Horizon.

A travers cet appel à propositions Urban Prod entend poursuivre et renouveler des actions de prévention des usages du numérique liées à la citoyenneté auprès de jeunes placés sous-main de justice et des professionnels les accompagnant. C'est dans une logique d'actions et d'analyse de pratique qu'elle entend poursuivre le développement de son champ d'intervention en touchant au total six établissements dans une logique de co-construction des activités.

Ses 10 années d'expérience, ont permis à Urban Prod de forger de solides relations partenariales avec la Protection Judiciaire de la Jeunesse (PJJ) et l'Administration Pénitentiaire, d'identifier les besoins et de démontrer son efficacité et pertinence en tant qu'intervenant spécialiste des processus d'émancipation par les cultures numériques.

Pour atteindre cet objectif, Urban Prod a établi un projet sur deux ans qui se déroule en 3 phases :

1. Programmation annuelle, conventionnement et outils de suivi
2. Mise en oeuvre du programme éducatif sur les usages numériques dans les 6 établissements partenaires,
3. Capitalisation des expériences du projet et dissémination lors d'un séminaire sur les usages numériques.

### Objectifs recherchés :

Objectifs généraux du projet :

- Favoriser l'insertion sociale et professionnelle des jeunes par l'apprentissage de nouveaux outils, savoir-être et savoir-faire capacitants issus du numérique
- Mettre en oeuvre une méthode agile d'intervention à l'échelle régionale pour des interventions locales co-construites en cohérence avec la spécificité du public sous-main de justice
- Outiller les professionnels dans l'accompagnement des jeunes à travers la dimension des usages numériques



Objectifs visés par les ateliers numériques dans les établissements de la PJJ :

O1 : Transmettre et accompagner des mineurs sous protection judiciaire dans l'acquisition de compétences techniques issues du numérique

O2 : Ouvrir des espaces de réflexion collective sur leur citoyenneté et visant à renforcer leur pouvoir d'agir en synergie avec leur environnement

O3 : Donner à vivre une expérience collective favorisant l'émergence de l'expression et de la créativité

Objectifs visés par le séminaire :

O1 : Former les professionnels de la Protection Judiciaire de la Jeunesse et de la Pénitentiaire à l'impact des usages numériques sur les publics sous main de justice

O2 : Disséminer les résultats et retours d'expérience issus des pratiques réalisées dans le cadre du projet

O3 : Développer de nouvelles pratiques socio-éducatives à destination des publics sous main de justice s'appuyant sur le numérique.

### Résultats escomptés (cible visée)

Cible 1 : jeunes mineurs placés sous la protection judiciaire de la jeunesse, en situation de placement ou d'incarcération dans six établissements de la Région Sud.

- Contribution à une meilleure employabilité des jeunes mineurs sous protection judiciaire par l'acquisition de nouvelles compétences en lien avec les nouvelles technologies (acquisition de nouvelles compétences, rencontres avec le monde professionnel, autonomie et adaptabilité) ;
- Enseignement et appropriation par les jeunes de nouveaux outils pour informer et s'informer ;
- Développement de nouvelles formes de participation citoyenne et des outils de coopération ;
- Acquisition par les jeunes d'outils individualisés et personnalisés nécessaires à la construction effective d'un projet d'insertion sociale et professionnelle futur.
- Acquisition de compétences techniques, non formelles, transversales et transférables (savoirs de base, cultures et usages numériques, éducation aux médias...).

Cibles 2 : les Unités Éducatives et les professionnels travaillant avec les publics sous main de justice

- Consolidation des échanges de pratiques et rétro-alimentation des modalités d'intervention entre intervenants éducatifs internes et externes par un travail de réflexion méthodologique en commun ;
- Création de synergies entre l'éducation formelle et non formelle : le décloisonnement des mondes pratique et académique qui parfois, sinon souvent opèrent en « silo » ;
- Harmonisation et complémentarité des programmes éducatifs à destination des mineurs sous protection judiciaire.
- Formation des professionnels à l'impact des usages numériques sur le public (cible 1)

### Calendrier et phasage de l'opération :

Période prévisionnelle d'exécution	Début : 01/01/2020	Fin : 31/12/2021
<p>Urban Prod bénéficie depuis 4 années du Fond de Soutien Européen (FSE) pour développer des actions numériques auprès des jeunes sous-main de justice. L'assise financière générée par cette dotation a permis de consolider et développer le partenariat historique de l'association avec la Protection Judiciaire de la Jeunesse (PJJ).</p> <p><b>PHASE 1 : Programmation annuelle</b></p> <p>La programmation étant annualisée, cette phase a lieu à 2 reprises : soit de janvier 2020 à fin avril 2020 pour l'année 1 et de novembre 2020 à fin avril 2021 pour l'année 2.</p> <p><b>Action 1 : Conventionnements et projets d'établissement annuels</b></p> <p>Conventionnement du projet global :</p> <p>Afin de le renforcer et d'affiner les rôles de chacun, le partenariat va faire l'objet d'une convention cadre annuelle avec la Direction Inter-Régionale (DIR) de la PJJ établissant le cadre d'intervention et les processus de fonctionnement partenarial. Un tel conventionnement n'a pas encore été réalisé avec l'institution, décidé en fin 2019, il réaffirme la confiance et la volonté de l'institution de travailler avec Urban Prod.</p> <p><b>Section des établissements d'intervention :</b></p> <p>Si les partenariats historiques sont privilégiés, le renouvellement des actions d'une année sur l'autre est établi au vu de la pertinence avec le contexte au terme d'un bilan annuel réalisé en COPIL. En moyenne, deux tiers des partenariats sont reconduits, nous amenant à deux logiques de programmation :</p>		



- Partenariats reconduits : le calendrier d'activité est établi en fin d'année précédente afin de réserver au plus tôt des espaces calendaires. Le démarrage des activités peut ainsi avoir dès le début de l'année civile.
- Nouveaux partenariats : la DIR PJJ, qui bénéficie d'un regard global sur les besoins des établissements, cible, avec les Directions Territoriales (DT PJJ), et en dialogue avec nous, les établissements prioritaires. Il s'en suit, une mise en relation pour évaluer les pertinences et faisabilités partenariales pour déboucher sur une programmation.

Formalisation des partenariats avec les établissements de la PJJ et pénitentiaires :

Les objectifs et modalités d'action sont établis en lien avec chaque établissement afin de définir le format partenarial et d'en établir le fonctionnement. Afin de garantir une visée commune clarifiée et les rôle et place de chacun, Urban Prod soumet à validation un projet annuel.

Pour les actions se déroulant en centre pénitentiaire, une convention tripartite est établie. Elle établit et garantit les conditions de fonctionnement au regard des spécificités structurelles des partenaires.

Action 2 : Création et édition d'outils de suivi

Réalisation du planning année 1 et 2 sous la forme de planning de Gantt :

Outil de suivi interne, le planning de Gantt garantit la structuration des activités et du suivi dans leurs mises en place tout en donnant une vision globale de la programmation.

Tableau de suivi détaillé des activités :

En complément du planning de Gantt, cet outil a vocation à offrir un niveau de détail plus élevé. Il permet une synthèse de la mise en oeuvre des actions en allant de la programmation à l'évaluation. Il est un outil support de la communication partenariale avec la DIR PJJ.

PHASE 2 : Les interventions

De janvier 2020 à décembre 2021

Action 1 : Les ateliers numériques

Les interventions des médiateurs numériques en face à face avec les jeunes sous-main de justice dans les centres éducatifs fermés ou les quartiers mineurs sont organisées par cycles pouvant prendre deux formes :

- Les activités hebdomadaires toutes l'année en période scolaire soit sur 36 semaines
- Les semaines d'activités pendant les vacances scolaires

Il est à noter que pendant les mois de juillet et août, en raison des vacances scolaires (arrêt de l'école et ralentissement des activités),

Action 2 : Suivi, évaluation et coordination

Urban Prod propose un suivi des activités alternant logique d'actions et analyse de pratique, permettant d'être dans une logique d'évaluation permanente des actions menées et d'ajustement.

La coordination globale du projet intervient donc à 3 niveaux :

- En interne : réunions d'équipe bimensuelles
- Avec les établissements partenaires : au regard du rythme des cycles
- Avec les directions de la PJJ (la DIR et les DT) : réguliers

PHASE 3 : Capitalisation des expériences du projet et dissémination lors d'un séminaire sur les usages numériques.

Préparation et organisation à partir de mai 2020 pour un séminaire le 4ème trimestre 2021.

Action : Le séminaire sur les usages numériques

Cet événement, conçu avec la PJJ, souhaite atteindre deux objectifs :

- Former les professionnels à la prise en compte des usages numériques dans l'accompagnement des publics sous-main de justice
- Rendre visible le travail réalisé et en partager les résultats
- Capitaliser les retours d'expériences issues du projet depuis 2016 valorisant la plus-value des ateliers numériques dans l'insertion sociale et professionnelle

## DEPENSES ET RESSOURCES

Postes de dépense



Type d'assujettissement	TTC
Type d'échéancier	Pas d'échéancier

Détails des postes de dépense			
Catégorie de dépense	Direct/Indirect	Fonctionnement/ Investissement	Montant ( TTC)
Dépenses de personnel			63 024,56 €
Coordinatrice			
Dépenses de personnel			62 980,72 €
Médiateur numérique 1			
Dépenses de personnel			59 523,92 €
Médiateur numérique 2			
Dépenses indirectes sous forme de coûts simplifiés			74 211,68 €
Forfait coûts simplifiés 40%			
Total :			259 740,88 €

Ressources	
Les co-financeurs sollicités couvrent-ils la même période d'exécution et la même assiette de dépenses éligibles ?	Non
Le porteur a-t-il sollicité une avance pour le fond européen ?	Oui



**Détails des ressources**

Financier	Partenaire	Imputation	Régime d'aide	Taux(%)	Montant (€ HT)	Montant réalisé	Montant retenu	Taux d'avancement
UNION EUROPEENNE	Fonds social européen		Auc / Aucun régime d'aide	49,95	129 740,88			
REGION	Provence-Alpes-Côte d'Azur		Auc / Aucun régime d'aide	34,65	90 000,00			
ETAT	Justice		Auc / Aucun régime d'aide	15,40	40 000,00			
<b>Total co-financier</b>				<b>100,00</b>	<b>259 740,88</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
Bénéficiaire				0,00	0,00			
COUT TOTAL ELIGIBLE				<b>100,00</b>	<b>259 740,88</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>



## INSTRUCTION

<b>Service instructeur :</b>	Service FSE	<b>Avis du service instructeur :</b>	Favorable
------------------------------	-------------	--------------------------------------	-----------

### Motivation du service instructeur :

L'opération s'inscrit :

- dans l'axe prioritaire 5 du Programme Opérationnel FEDER-FSE Provence Alpes Côte d'Azur 2014-2020, PI10 iii « investir dans les compétences, l'éducation et la formation tout au long de la vie »,
- dans l'Objectif Thématique n°10 « Investir dans l'éducation, les compétences et la formation tout au long de la vie », - Priorité d'Investissement 10.3 « Une meilleure égalité d'accès à l'apprentissage tout au long de la vie pour toutes les catégories d'âges dans un cadre formel, non formel ou informel, la mise à niveau des savoirs, des aptitudes et des compétences de la main-d'œuvre et la promotion de parcours d'apprentissage souples passant notamment par une orientation professionnelle et la validation des compétences acquises ».

L'opération est éligible à l'Appel à Propositions P-2019-FSE-OS5C « Augmenter l'accès des jeunes ayant le moins d'opportunité et des publics sous-main de justice dans les actions d'accompagnement, d'orientation et de formation »

De plus, l'opération a obtenu une note globale de 17.25/20 sans note éliminatoire.

### SYNTHESE :

#opération éligible au PO, à l'appel, et qui obtient une note de 17.25/20 sans aucune note éliminatoire#